

## DOSSIER

Dossier « L'Esprit des révolutions dans le monde »  
Axe « Au cœur de l'évènement »



# LA VOIE CHILIENNE VERS LE SOCIALISME, ENTRE ICÔNE DE LA RÉVOLUTION ET RÉFÉRENCE INTEMPORELLE D'UN PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRE

**Nicolas PROGNON**

*Docteur en histoire de l'Amérique latine, chercheur associé au laboratoire « Framespa » de l'Université Jean Jaurès de Toulouse*

## Résumé

Depuis quelques années, le Chili connaît des périodes d'effervescence sociale pour dénoncer les excès du néolibéralisme. Les idées défendues par les étudiants, certains partis d'opposition et une frange de la population prennent toute leurs dimensions si on les inscrit dans l'héritage historique lié à l'Unité populaire. Les chants, les références iconographiques entendues et vues lors des vastes mouvements de manifestation de l'automne 2019 font écho à l'incontrôlable espoir « des mille jours qui ébranlèrent le monde » (Gaudichaud, 2013). Cette révolution conceptuellement en opposition aux révoltés du XXI<sup>e</sup> siècle a inoculé un esprit de révolte que les attermoissements de la démocratie libérale des gouvernements de transition n'ont pas réussi à faire disparaître. Les revendications sont issues d'un malaise social, d'un manque de réponses politiques et pour se faire entendre les stratégies utilisées réveillent les pratiques propres au pouvoir populaire des années Allende.

## Mots-clés

*Unité populaire – Révolution – Pouvoir populaire – Manifestation – Allende – Chili.*

## Abstract

For the past few years Chile has gone through periods of social agitation to denounce the excesses of neoliberalism. The ideas put forward by the students, some opposition parties and a segment of the population take on their full dimensions if they are inscribed in the historical legacy linked to popular Unity. The songs and iconographic references that were heard and seen during the big movements and demonstrations during autumn 2019 echo the uncontrollable hope of « the thousand days that shook the world »

---

This revolution conceptually in opposition to the twenty first century rebels has instilled a spirit of revolt that the procrastination of the liberal democracy of the transitional governments has failed to eradicate. The claims are the result of a social malaise, a lack of political responses and in order to be heard, the chosen strategies reawaken those specific to popular power in the Allende years.

### **Keywords**

*Revolution – Popular Unity – Dictatorship – Transition.*

---

## Introduction

Pour appréhender l'esprit révolutionnaire de l'expérience de l'Unité populaire au Chili entre 1970 et 1973, il est important de contextualiser la situation géopolitique globale de l'Amérique latine à partir de 1945. Durant la période de la guerre froide, l'ingérence des États-Unis en Amérique latine est importante sous la forme d'un soutien direct ou indirect à des régimes militaires et dictatoriaux pour lutter contre l'expansion communiste. Son influence est polymorphe. L'aide économique, le rôle des ambassadeurs et l'impact du modèle économique sont autant de leviers qui peuvent faire adhérer un gouvernement aux valeurs américaines ou le déstabiliser si leurs intérêts sont mis en danger. Mais il serait erroné de circonscrire l'étude de l'expérience chilienne à ce seul rapport de forces.

Depuis la fin des années soixante, la conjoncture latino-américaine influe sur les expériences politiques chiliennes qui mettent en avant une volonté de construire une société plus juste.

Le Chili de 1970 est un pays marqué par le traditionalisme et le patriarcat où l'église catholique reste influente et les inégalités sont fortes. La victoire de Salvador Allende est une réponse au malaise social dont la matrice est de transformer structurellement la société.

Jusqu'à la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle, l'image du Chili est celle d'un pays stable et passablement apaisé pour l'Amérique latine contrairement à ses voisins du Cône sud (Argentine, Pérou, Bolivie). Pourtant, le « jaguar » de l'Amérique latine présente depuis toujours de nombreuses faiblesses. L'apparente réussite masque une réalité sociale différente, héritée des années du traitement de choc néolibéral initié par le général Pinochet et les Chicago Boys. De ce fait, actuellement, les inégalités sociales sont béantes avec 1 % de la population qui concentre plus du tiers des richesses<sup>1</sup>.

Depuis l'automne 2019, le Chili connaît une période de contestation du gouvernement de Sébastien Pinera, président et milliardaire, pour dénoncer les excès du néolibéralisme. Ces mobilisations historiques font écho, à des décennies d'intervalle, aux manifestations de soutien à Salvador Allende sous l'Unité populaire entre 1970 et 1973, contre le général Pinochet lors des protestas des années 80, ou pour le « No » lors du référendum de 1988.

Nous nous proposons d'étudier cet esprit révolutionnaire à travers le prisme chilien en recentrant notre approche autour des « mille jours qui ébranlèrent le monde » (Gaudichaud, 2013). Dans une première partie, nous reviendrons sur le contexte qui conduit à l'élection de Salvador Allende qui permet la

---

mise en application du programme de la voie chilienne vers le socialisme. Cet élan révolutionnaire va s'incarner dans l'émergence d'un pouvoir populaire qui se structure dès 1970 que nous évoquerons dans une deuxième partie. Dans la troisième partie, nous présenterons le mouvement de contestation, révolutionnaire ou insurrectionnel, qui explose à l'automne 2019 et ses conséquences sociales et politiques provisoires.

## 1. La voie chilienne vers le socialisme

### 1.1. De la structuration de la gauche chilienne dans un contexte de guerre froide à l'élection d'Allende

Le contexte des années soixante favorise une recomposition de la gauche chilienne et la transformation du centre et de la droite. En effet, la révolution cubaine exerce une influence considérable en Amérique latine. En 1966, la Conférence tricontinentale de la Havane, crée l'OLAS<sup>2</sup> dont le but est de promouvoir l'organisation de mouvements révolutionnaires dans chaque pays. Elle rencontre un grand écho au Chili.

C'est pourquoi les lenteurs de la *révolution dans la liberté* du président démocrate-chrétien, Eduardo Frei, entre 1964 et 1970, incitent une partie de son aile gauche à s'émanciper de la ligne du parti. En 1969, Jacques Chonchol, Julio Silva Solar, Vicente Sota, Alberto Jerez et Rafaël Gumucio démissionnent et ils fondent le M.A.P.U., *Mouvement d'action populaire unitaire*. Ce nouveau parti défend l'idée d'une alliance stratégique regroupant les forces de gauche pour aller vers « une société résultant de l'action conjuguée des marxistes, des chrétiens et des gens professant d'autres philosophies, et qui seraient d'accord pour œuvrer à la construction d'un système où les droits et les besoins des plus nombreux et des plus pauvres prévaudraient sur les intérêts des groupes privilégiés » (Chonchol, 1977).

De leurs côtés, les partis de gauche se radicalisent idéologiquement ou se restructurent. En 1965, des étudiants de Concepción<sup>3</sup>, Miguel Henriquez, Baurista von Chauwen, Oscar Weiss, se regroupent autour des thèses castristes et créent le *Mouvement de la gauche révolutionnaire*, le M.I.R. Défendant l'action directe, il va multiplier les actions violentes pour défendre les intérêts des *pobladores* (Dubet, 1989). Le Parti socialiste accroît son audience mais il est divisé sur la stratégie de la voie armée. Le Parti communiste, aligné sur la position de l'Union soviétique, défend une révolution par étapes moins virulente. Et le Parti radical souhaite un rapprochement des partis de gauche. Ainsi, le 17 décembre 1969, les partis de gauche<sup>4</sup> se mettent d'accord sur un programme qui doit servir la campagne présidentielle de Salvador Allende. Il s'agit de l'acte de naissance

---

de l'Unité populaire, U.P., qui illustre l'esprit de la voie pacifique au socialisme. À l'approche de l'échéance électorale de 1970, le rapport des forces politiques est bouleversé dans un climat social tendu en raison des nombreuses grèves et manifestations (Labrousse, 1972).

L'armée chilienne reste profondément hostile à une victoire de la gauche. Pourtant, son image pour les Chiliens reste celle d'une institution nationaliste et progressiste dont la vocation est de préserver une démocratie vigoureuse et ancrée dans le temps. Mais elle connaît une certaine évolution qui est sous-estimée par les forces de gauche. Depuis les années cinquante, elle collabore activement avec l'armée américaine qui lui octroie des crédits importants pour former de nombreux officiers à l'école de Panama de Fort Gülick et de Fort Benning en Géorgie. Déjà en octobre 1969, un certain général Viaux avait fomenté un soulèvement militaire à Santiago, le *Tacnazo*, contre le gouvernement démocrate-chrétien d'Eduardo Frei. Pour le gouvernement Nixon à la fin des années soixante, il fallait absolument faire barrage à l'élection de Salvador Allende et intervenir dans la vie politique chilienne de façon à trouver une solution alternative susceptible de déstabiliser la gauche sans enfreindre le cadre constitutionnel (Forton, 1993).

Pourtant, le 4 septembre 1970, Salvador Allende remporte les élections présidentielles avec seulement 36,3 % des suffrages exprimés, devant le candidat de la droite Jorge Alessandri, 34,9 % des voix, et le candidat démocrate chrétien Radomiro Tomic, 27,8 %. Pour un scrutin aussi serré, la constitution prévoit que le choix du président élu incombe au Congrès. Entre le 4 septembre et le 24 octobre, les opposants à Salvador Allende tentent d'influencer les congressistes. Le Comité 40 de la CIA débloque 250 000 dollars supplémentaires, pour que l'ambassadeur américain Edward Korry puisse exercer des pressions. Le 15 septembre, le président Nixon donne carte blanche à la C.I.A. pour mettre en place un plan insurrectionnel, le *Track II*, la deuxième piste. Mais l'armée chilienne ne semble pas prête à se mobiliser car le général Schneider commandant en chef de l'armée est légaliste comme en atteste sa position lors du *Tacnazo* en 1969.

Quant aux entreprises américaines, ITT Anaconda et Kennecott, effrayées par les éventuelles répercussions d'une victoire d'Allende, elles soutiennent le candidat de droite Jorge Alessandri, président de 1958 à 1964. Une manœuvre est imaginée : il s'agit de faire choisir par le Congrès Alessandri, qui démissionnerait ensuite en faveur de l'ancien président Frei pour déclencher un nouveau processus électoral. Mais celui-ci refuse par respect pour la Constitution et Alessandri se retire de la course à la présidence. La situation se tend avec l'enlèvement raté et l'assassinat du général Schneider, le 20 octobre 1970, officier légaliste. Choquée par ce crime, la Démocratie chrétienne décide d'appuyer Allende qui, en échange,

---

signe un texte de garanties constitutionnelles visant à limiter le pouvoir de l'exécutif (Labrousse, 1972). Le 24 octobre, le Congrès ratifie l'élection du premier président socialiste et marxiste d'Amérique latine. La « voie chilienne » vers le socialisme est engagée pour un gouvernement qui ne dispose pas de la majorité au Parlement. Le Chili devient le paradigme de la révolution non violente dans l'imaginaire révolutionnaire en Amérique latine et mondial.

## **1.2. La révolution dans la légalité**

Ce gouvernement révolutionnaire est donc le fruit des urnes, ce qui représente la véritable utopie de l'Unité populaire. L'illusion réside dans l'éternel souci de légalisme qui a habité les membres de l'Unité Populaire pour instituer un système « authentiquement » révolutionnaire dans le cadre de la constitution. La « voie chilienne vers le socialisme » se définit par le refus de la voie armée et par le respect des institutions.

La tactique suivie s'appuie sur une révolution par étapes avec une transition graduelle au socialisme en utilisant le potentiel des institutions, la spécificité démocratique de l'État chilien, la constitutionnalité des forces armées et de leur respect du suffrage universel et l'alliance de classe avec la « bourgeoisie nationale progressiste ».

Le programme de l'U.P., adopté en décembre 1969, part de l'axiome selon lequel « le Chili est un pays capitaliste dépendant de l'impérialisme, dominé par des secteurs de la bourgeoisie structurellement liés au capital étranger » (Pio Garcia, 1970). Ainsi, l'instauration d'une société socialiste ne pouvait se réaliser sans un soutien du prolétariat et du secteur progressiste des classes moyennes rurales et urbaines. Ce rapprochement s'appuyait sur une politique culturelle ouverte (Rosas Lira, 2019). Le gouvernement populaire devait donc conduire le passage au socialisme pour édifier un nouvel Etat où les travailleurs détiendraient le pouvoir réel (Pio Garcia, 1970). Une nouvelle constitution fixait les bases de l'organisation politique du pays autour d'une Assemblée du Peuple et les systèmes judiciaire et éducatif seraient réorganisés.

La participation des ouvriers et des paysans à travers les syndicats et les communautés locales et régionales devait être accrue. Cette restructuration de l'État impliquait des réformes de l'économie dont la nationalisation des richesses nationales et l'approfondissement de la réforme agraire. Cette économie serait planifiée pour faciliter le développement industriel endogène et une modernisation des campagnes chiliennes (Gaudichaud, 2013). Pour amorcer la transition au socialisme, le gouvernement concentre ses efforts sur la création de la propriété sociale (APS) et sur l'accélération de la Réforme agraire.

---

La constitution de l'APS implique la récupération des richesses nationales. En ce sens, le 11 juillet 1971 par un vote unanime du Congrès, les mines de cuivres chiliennes de salpêtre et de charbon sont devenues propriétés de l'Etat sans indemnisations. Comme le précise Salvador Allende, le 28 septembre, « son gouvernement déduit une somme de sept cent soixante-quatorze millions de dollars du montant des indemnités à verser aux trois compagnies nord-américaines expropriées, en raison de leurs « bénéfiques excessifs » au cours des seize dernières années. Or cette somme est supérieure au montant prévu des indemnisations (sept cents millions de dollars). Autrement dit, les sociétés américaines ne toucheront pas un sou » (Kalfon, 1998).

Les principales réformes sont prises entre 1970 et 1972 (Gil F., Lagos, R. & Landsberger H. 1977). Durant la première phase, l'action du gouvernement se recentre autour de trois priorités : la récupération de l'économie, la transition vers le socialisme et l'amplification des bases politiques du gouvernement. Dès la fin de l'année 1970, le gouvernement dynamise l'économie du pays. Le ministère de l'économie, dirigé par Pedro Vuskovic, instaure une politique keynésienne basée sur une relance de la demande, afin de stimuler l'offre et la production. Les salaires sont augmentés et la consommation des ménages progresse de 15 % entre 1970 et 1971. Allende lance alors la « Bataille de la Production », favorisée par l'existence de stocks, d'excédents et de bénéfiques accumulés par le secteur privé et aussi par un niveau de réserves internationales susceptibles de surmonter les éventuels « goulets d'étranglement » liés à une détérioration des termes de l'échange.

Le système bancaire est nationalisé à la fin de 1970 grâce à l'achat d'actions par la C.O.R.F.O. (Corporation du Développement et de la Production). Le secteur industriel est placé sous la tutelle de l'État. La réforme agraire s'accélère sur la base de la législation héritée du gouvernement précédent d'Eduardo Frei. Selon les propos du ministre de l'agriculture, Jacques Chonchol (1977) : « Les idées fondamentales de la réforme agraire sont les suivantes : (...) empêcher que la terre ne continue à se concentrer entre les mains de quelques grands propriétaires. À cette fin, le projet de loi limitait la superficie des propriétés. (...). Une partie de la terre est allouée à la coopérative formée par les paysans et l'autre partie partagée entre les différentes familles paysannes. Les terres de très grande valeur peuvent être conservées par l'État pour devenir des fermes d'État (...) ». De janvier 1971 et juin 1972, plus de cinq millions d'hectares sont expropriés et le latifundium a presque disparu.

En juin 1972, le bilan présenté par l'U.P. est positif. Entre 1970 et fin 1971, Le P.I.B. du pays a augmenté de 8 %, la production a progressé de 14,6 %, le chômage est réduit à 4,7 % et l'inflation à 16 %. La politique de réajustement des

---

salaires entraîne une augmentation des revenus de près de 50 %. Cette mesure est complétée par les dépenses publiques dans les domaines du logement et les travaux publics sources d'emplois. Paradoxalement, l'accroissement de la consommation des ménages devient une question épineuse car elle nécessite une augmentation des importations. La « bataille de la production » lancée par Allende a été gagnée. Toutefois, la réussite économique dépend des fournisseurs et des investisseurs étrangers. Et le boycott organisé par les gouvernements des États-Unis pour paralyser l'économie chilienne va progressivement étouffer le système en empêchant le renouvellement des pièces ou l'achat de nouvelles machines-outils indispensables à l'industrie.

La « voie chilienne » à la fois révolutionnaire, démocratique et non violente, entre dans une spirale infernale, celle de la gestion des conflits sociaux sur fond de crise économique. L'impasse politique devient évidente après les grèves d'octobre 1972 qui correspondent à l'explosion d'un vaste mouvement d'opposition au gouvernement. L'inflation augmente ce qui pénalise les classes moyennes et basses. La vie quotidienne est marquée par des queues interminables pour aller acheter des produits de base. Cette situation anxiogène exaspère les classes moyennes qui s'éloignent de l'U.P. et participent massivement à ces grèves. Auparavant, le gouvernement avait déjà subi la pression des mineurs de Chuquicamata, les occupations d'usines et les mobilisations collectives de mouvement populaire. Au mois de septembre, il a affronté un vaste mouvement de déstabilisation mené par l'opposition protégée par des troupes paramilitaires (Gaudichaud, 2013). Le pays est immobilisé et soumis à l'état d'urgence.

Le gouvernement devait surpasser ses divergences idéologiques en s'appuyant sur un soutien populaire organisé, car la stratégie de l'U.P. consistait en une forte mobilisation des « masses » : dans les *poblaciones*, des cellules d'information furent implantées durant la campagne, et ses représentants deviennent des acteurs sociaux importants. La mobilisation des couches populaires se renforça à la suite des grèves d'octobre 1972 au point de déstabiliser le gouvernement. Les conséquences de ces contradictions fondamentales inhérentes à l'U.P. seront largement responsables de la crise du 11 septembre 1973 (Sarget, 1996). En outre, l'U.P. a été marquée par des faiblesses structurelles : l'attachement inconditionnel à l'Etat, l'utilisation légaliste de l'appareil institutionnel, le projet d'alliance de classes, les limites de son programme en termes économiques et participatif et sa politique envers les forces armées.



---

## 2. La voie chilienne et l'idéal du pouvoir populaire

### 2.1. Le pouvoir populaire se structure dans un contexte de crise

L'année 1971 a été, malgré les tensions sociales et politiques, un « âge d'or » de l'U.P. (Sarget, 1996). Les résultats des élections municipales d'avril 1971 montrent un renforcement de la coalition gouvernementale. Mais les débats autour de l'avenir du processus mettent en évidence une opposition de point de vue entre une frange qui privilégie les transformations économiques et ceux qui désirent aller vers un référendum pour un changement institutionnel. Mais, en juin 1971, l'assassinat de l'ancien ministre de l'intérieur, Pedro Perez Zujovic, par un groupuscule d'extrême droite provoque un repositionnement de l'opposition. En décembre 1971, elle organise une grande manifestation, appelée la « marche des casseroles vides » durant laquelle partisans et opposants d'Allende s'affrontent dans la rue. L'occupation de cet espace par les militants de droite est significative du durcissement du combat politique. L'A.P.S. est confrontée à des difficultés financières et productives qui deviennent les objets de tensions politiques et sociales. Les opportunités offertes par l'U.P. sont saisies par les ouvriers qui deviennent les acteurs d'un pouvoir populaire émergent. Les *pobladores*, soutenus par le M.I.R. mettent en place localement un pouvoir populaire souvent dominé par les conflits de domination interne.

Au début de 1972, la coalition de l'U.P. s'effrite alors que la revendication d'un pouvoir populaire est de plus en plus partagée à gauche. En outre, les problèmes du marché noir et de la spéculation inhérents à l'essor de la consommation des Chiliens posent des problèmes de ravitaillement pour les populations. C'est pourquoi le gouvernement légalise les *Juntas de Abastecimiento* (comités pour l'approvisionnement et le contrôle des prix). Ces comités de quartiers constituent un embryon de pouvoir populaire. Ils sont implantés localement pour contrôler l'arrivée des marchandises et le respect des prix par les commerçants. À la fin de 1971, 60 J.A.P. fonctionnent et 416 en mars 1972 (Gaudichaud, 2013). Elles vont mailler le territoire ; cependant, elles ont des difficultés pour travailler en collaboration avec les petits commerçants qui craignent la récupération politique et les classes moyennes commerçantes qui rejettent toutes les initiatives de l'U.P.

Durant l'« Octobre rouge » chilien, les revendications économiques s'articulent autour de demandes ouvrières radicalisées. Lors de ces grèves, les cadres et les dirigeants se retirent des usines désormais « gérées » par les ouvriers. Et l'activité industrielle peut se poursuivre. Des usines vendent leurs produits directement à la population. Des pelotons de travailleurs rouvrent des magasins fermés, les unités de production sont surveillées par des Comités de Vigilance.

---

Les différentes organisations décident de coordonner leurs actions. Dès le mois de juin, sont créés dans les grandes ceintures industrielles de Santiago, les « Cordons industriels », des organismes de pouvoir populaire. Ils regroupent les entreprises de toutes tailles et de toutes natures situées dans une même zone industrielle, ainsi que les organisations populaires de quartier (comités de voisins, centres de mères, volontaires de la santé et J.A.P.). Ils font figure de pouvoir alternatif qui a su dynamiser le système de participation prévu par l'U.P. déborder l'encadrement syndical traditionnel et mettre en place des systèmes de ravitaillement avec les communes populaires aux alentours. Des Commandos Communaux apparaissent ; ils réunissent les habitants d'une même commune et accomplissent des opérations concrètes au sein des centres de réforme agraire (C.E.R.A.) et les Conseils Communaux paysans, rassemblant ainsi ouvriers et paysans. C'est la mise en place du pouvoir populaire. Cette question est sensible au sein de la gauche et de l'U.P. L'idée de la constitution d'un double pouvoir est vertement critiquée par le président Allende (Gaudichaud, 2013).

Le mouvement social et la société civile se substituent au gouvernement. Les J.A.P. ouvrent des magasins, des « fronts de la patrie » organisent les personnels non-grévistes, le travail volontaire se développe. L'extension du « pouvoir populaire » gagne bientôt toutes les entreprises, les mines de salpêtre, les usines. Or, dans son souci de rester dans la légalité, le gouvernement appelle à la modération ; il tente de négocier avec la D.C. pour trouver une issue politique. Il s'oppose à toute mobilisation destinée à ouvrir de force les commerces impliqués dans les grèves et il lance un appel à collaborer avec les forces armées pour sortir de cette impasse. En novembre, Allende constitue un cabinet civilo-militaire et le commandant en chef des forces armées, le général Prats, est nommé ministre de l'Intérieur. Cette décision affaiblit le mouvement populaire et isole un peu plus le gouvernement.

## **2.2. L'impasse et l'échec du pouvoir populaire en 1973**

L'exécutif chilien se trouve de plus en plus enfermé au milieu d'une double incapacité : d'un côté « l'inefficacité de la stratégie modérée dirigée par Allende pour obtenir des négociations viables avec la D.C. et de l'autre « l'incapacité du « pôle révolutionnaire » de proposer des solutions radicales vraisemblables » (Gaudichaud, 2013). À cette inconnue, s'ajoute la croyance légèrement mythifiée des partis de gauche en la constitutionnalité des forces armées et en la loyauté des officiers. En effet, jamais Allende n'a voulu réformer l'organisation de cette institution par peur de voir augmenter le nombre de mécontents dans ce contexte de crise. Cette crédulité est confirmée par des notes du général Prats écrites après les élections de mars 1973 : « L'échec (pour l'opposition) de cet

---

ultime recours constitutionnel levait tous les doutes de l'opposition sur un fait fondamental : le gouvernement devait chuter en 1973 » (Gaudichaud, 2013).

Inéluctablement, l'année 1973 est cruciale pour Allende et l'U.P. En ce sens, elle est marquée par trois moments clés : les élections législatives de mars 1973, le *Tancazo* de juin 1973 et le coup d'état du 11 septembre. Les résultats des législatives de mars 1973 empêchent l'opposition de renverser constitutionnellement Allende. L'U.P. a démontré sa légitimité aux yeux des classes populaires. L'opposition séditeuse de *Patria y Libertad* lance la thèse de la désobéissance civile. Les manifestations se succèdent dans toutes les villes du Chili. Les comités coordonnent leur action et veulent l'étendre (Gaudichaud, 2013). Les mois qui précèdent le coup d'état voient le mouvement populaire passer à l'offensive localement pour répondre à la bataille de la consommation et de la production autogérée, et à celle du ravitaillement. L'opposition, quant à elle, refuse au gouvernement la possibilité de trouver une issue constitutionnelle à la crise et elle fait pression pour l'armée. La pénurie généralisée décrédibilise le gouvernement.

Alors, l'insurrection des tanks, *Tancazo*, du 29 juin 1973, est un test des résistances populaires et une répétition générale du coup d'état. Elle a permis au secteur *pro-golpista* d'évaluer les obstacles potentiels à surmonter lors d'une intervention militaire. Désormais, l'armée sait qu'il n'existe pas de dispositif politico-militaire populaire. Le manque de réaction de la gauche montre une forme d'aveuglement au sujet du légalisme de l'armée et de la confiance des travailleurs envers les soldats.

Cela se répercute sur le mouvement social qui ne souhaite pas entrer en conflit direct avec Allende pour éviter une guerre civile. Le pouvoir populaire et les formations de gauche adoptent alors une attitude défensive avec la prévision de *toma*, l'occupation d'usine. Des milliers d'ouvriers se montrent prêts à défendre leur lieu de travail. En juillet 1973, de grandes manifestations sont organisées et Allende forme un nouveau cabinet qui comprend les représentants des trois armes et des carabiniers. Un choix qui divise la gauche.

À la suite du *Tancazo*, l'opposition mène une intense campagne idéologique dans le but d'effrayer la population en suggérant l'existence d'un pouvoir populaire puissant, organisé et armé. À ce sujet, le général Prats informe le ministre de la Défense au début du mois de juillet, des préoccupations chez les officiers au sujet du pouvoir populaire. Le travail de sape des médias, instrumentalisé par l'opposition et les groupes paramilitaires influe sur la perception du pouvoir populaire par les officiers. Ce mythe d'une armée révolutionnaire prête à un auto-putsch se retrouve dans le fameux « plan Z » conçu de toutes

---

pièces par l'opposition (Libro blanco del cambio en Chile, 1973). Cette période est presque insurrectionnelle, les attentats et les attaques contre les cordons industriels se multiplient. Le 23 août 1973, la Chambre des députés approuve un projet d'accusation du gouvernement qui sert à justifier le putsch et dénoncer le dénommé pouvoir populaire.

Dès lors, l'armée multiplie les actes répressifs contre les ouvriers dans les usines en application de la loi sur le contrôle des armes d'octobre 1972. Dès lors, la question de la défense armée du pouvoir populaire est posée. Mais le gouvernement prépare des plans de défense dirigés par le commandant en chef des forces armées, le général Pinochet. Il est persuadé du constitutionnalisme de l'armée. Pourtant, il n'existe pas d'armée structurée autour du pouvoir populaire. L'ultime tentative d'Allende pour éviter un putsch est de proposer aux Chiliens la tenue d'un référendum populaire sur un changement de constitution, cette déclaration présidentielle était prévue pour le 11 septembre.

Ainsi, ce pouvoir populaire idéalisé se trouve totalement désarmé et désorganisé lors du coup d'état. Il va devenir la cible privilégiée de la répression aveugle des forces armées et des carabiniers. Les habitants des *poblaciones*, les ouvriers des cordons, les partisans de gauche deviennent les premières victimes du terrorisme d'État. Le légaliste Salvador Allende a entraîné, malgré lui, ses partisans vers un affrontement armé disproportionné dont le but est de revenir sur les avancées sociales, et de transformer le Chili en un laboratoire du néolibéralisme.

### **3. Le mouvement social de 2019**

#### **3.1. L'explosion de l'automne 2019**

C'est la crise la plus grave que le Chili ait connu depuis le retour de la démocratie en 1990. Elle éclate le 18 octobre en raison de la hausse du prix du billet de métro dans la capitale. Malgré la suspension de la mesure, le mouvement s'est amplifié. « C'est une génération de jeunes qui n'a pas grandi sous la dictature et qui n'a pas peur de la police », estime le sociologue Matias Fernandez<sup>5</sup>.

De ce fait, la mobilisation restaure, dans une certaine mesure, la fierté des vaincus de 1973 et l'enthousiasme des déçus d'une transition démocratique qui n'a guère modifié les fondamentaux néolibéraux sociétaux. Elle se présente comme transgénérationnelle et générale. Elle met en exergue la contradiction entre le développement économique et la précarité sociale à travers la question centrale des pensions de retraite.

Chaque soir, la plaza Italia, rebaptisée plaza Dignidad, est le théâtre d'affrontements violemment ritualisés *jovenes encapuchados de la primera línea*

---

et de *carabineros* robocopisés, retranchés dans leurs « guanacos » – arroseuses à l'eau acide, et leurs « zorrillos » – lanceurs de gaz lacrymogène. Et chaque vendredi soir, une foule envahit l'avenue centrale de Santiago, la Alameda, « dont les murs témoignent tant de la violence des affrontements que de l'effervescence créative, dessinant une iconographie à la fois expressive et revendicative : « No más abusos », chapelles profanes en hommage aux victimes, fresques historicisant l'insurrection, partout le drapeau mapuche, tandis que celui du Chili se couvre de deuil et d'un œil éborgné. Un chien de rue, el negro matapacos, est devenu la mascotte symbolique, tantôt ironique, tantôt enragée, d'un mouvement qui se joue des pouvoirs établis. Ici et là, apparaissent des appels à l'exécution de Piñera, systématiquement associé à Pinochet : « Piñera, asesino igual que Pinochet... », « el pueblo pide sangre ». La violence est à la fois dénoncée et légitimée, elle effraie et elle exalte »<sup>6</sup>.

Face à cette vague contestataire, le 22 octobre, le président Sebastian Piñera annonce des mesures sociales : hausse du salaire minimum, hausse de 20 % des pensions de retraite les plus basses, annulation de la récente augmentation de 9,2 % des tarifs de l'électricité, création d'une nouvelle tranche d'impôts pour les revenus supérieurs à 8 millions de pesos mensuels et la réduction des salaires des parlementaires. Par ailleurs, la chambre des députés a voté, le 24 octobre, un projet de loi pour réduire la durée hebdomadaire de travail qui passe de 45 heures à 40 heures. Le 15 novembre, les parlementaires négocient alors l'Accord pour la paix sociale. Cette négociation est suivie d'une autre au sujet d'une nouvelle Constitution après la deuxième grande grève nationale du 26 novembre 2019. Ces positions parlementaires cherchent avant tout à canaliser la rue.

Mais le calendrier initialement fixé au 26 avril 2020 a été décalé en raison de la pandémie de la Covid-19. La campagne référendaire débute alors le 26 août et elle se déroule principalement à travers les écrans. Le scrutin a lieu le 25 octobre en respectant des normes sanitaires strictes. Et les Chiliens ont voté à une très forte majorité : 78,8% des voix en faveur d'une nouvelle Constitution pour remplacer celle héritée de l'ère Pinochet. Désormais, le Chili entame un calendrier électoral démentiel, étalé sur moins d'une année, pour élire des gouverneurs, un congrès et une assemblée constituante. Néanmoins, la rupture finale avec ce lourd passé, n'interviendra qu'après une nouvelle victoire lors d'un référendum dit « de sortie » qui entérinera le changement de constitution. L'espoir de la rédaction d'une nouvelle Constitution ouvre la voie à un nouveau contrat social garantissant aux citoyens le respect des droits et des libertés, privilégiant la protection de l'environnement et sanctuarisant les ressources naturelles<sup>7</sup>.

---

### 3.2. Des revendications entre révolution et insurrection

Contrairement aux mobilisations qui, dans le passé, voyaient se déployer les banderoles et les cris de guerre des partis et organisations politiques, la mobilisation se veut sans parti, ni leader. Elle s'appuie sur une dialectique défendant l'auto-organisation opposée à toute forme de délégation du pouvoir et à toute récupération. Contre la répression, elle peut aussi s'inscrire dans le registre de l'insurrection qui rejette toute négociation avec le pouvoir<sup>8</sup>.

L'usage des réseaux sociaux et d'Internet est un outil de communication efficace et rapide pour les acteurs. Les images donnent une vision alternative du mouvement et elles dénoncent la collusion entre les pouvoirs publics et privés. Les auteurs mettent en ligne des vidéos. Le fait de pouvoir filmer en direct et de diffuser en streaming sur Internet s'est répandu parmi les manifestants. De nombreux jeunes journalistes indépendants communiquent sur la répression d'État, la fête dans la rue et les revendications sociales.

Une des spécificités de la mobilisation est son aspect autogestionnaire et démocratique qui peut rappeler le pouvoir populaire de l'U.P. mais détaché des formations politiques et syndicats : par exemple, la constitution de dizaine d'assemblées territoriales de quartier à Santiago et dans plusieurs autres villes du pays qui deviennent des espaces de réflexion collective et de débat<sup>9</sup>.

Néanmoins, l'essence des revendications est la dénonciation de la réalité sociale, politique et économique du Chili. Une société des accords marquée par l'héritage des années de plomb, pervertie par la révolution néolibérale : une société marchandisée, consumérisée, individualisée, amnésique et dépolitisée. Une société dont les moteurs sociaux et culturels sont la compétition et la consommation (Moulian, 2002). Les manifestants dénoncent la perversité des succès macroéconomiques qui confortent les élites et leur assurent le consentement de citoyens consommateurs afin de pérenniser le système<sup>10</sup>.

La politisation des années soixante-dix a été balayée par la dictature et l'apathie des gouvernements de la concertation a progressivement délégitimé la classe politique et des institutions de l'État. En outre, la succession des scandales de corruptions individuelles ou systémiques au sein des institutions de l'État comme dans celui des entreprises privées qui sont apparus au grand jour en 2015, le sentiment d'une connivence entre les gouvernements et les partis de la « Concertation » de centre-gauche et ceux de droite qui se sont succédé depuis la transition démocratique des années 1990, l'impunité des élites, l'insuffisance des réponses aux demandes sociales, environnementales et aux revendications des Mapuches ont conduit à une déconnection presque totale entre le système et le monde vécu comme l'atteste la violente réaction des mobilisations. Désormais,

---

le désenchantement des Chiliens face à leur système politique s'exprime lors des mouvements sociaux.

### **3.3. La réponse de l'État, une répression massive symptomatique d'un legs dictatorial**

Effectivement, dès le début du mouvement, la réponse du gouvernement a été une répression d'État afin de terroriser les manifestants avec un déploiement des militaires dans la rue et la déclaration de l'État d'urgence, ce qui n'était plus arrivé depuis la fin de la dictature de Pinochet, en 1990. Elle a inévitablement réveillé de vieux démons. La violence policière a été disproportionnée et gratuite. Dès le mois de décembre 2019, l'Institut national des droits de l'homme (I.N.D.H.) a entrepris 181 actions judiciaires pour homicide, tortures, violences sexuelles possiblement commises par des membres des forces de l'ordre.

La Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme a attiré l'attention des autorités chiliennes, en février 2020, sur les atteintes aux femmes, victimes de vexations et violations des droits humains. Elle signale que, souvent, ces faits ne sont pas dénoncés par crainte de représailles et par méfiance à l'égard des autorités. En outre, elle a reçu des plaintes concernant des actes de violence de la part du personnel des forces de l'ordre sur la communauté L.G.B.T.I. Elle rappelle que le poids de l'histoire immédiate chilienne doit inciter le gouvernement à assumer ses responsabilités actuelles et passées. Pour ce faire, elle préconise, pour arrêter l'usage disproportionné de la force de la part des carabiniers, que les protocoles internationaux ratifiés par le Chili au sujet du respect des droits de l'Homme lors des mobilisations sociales soient respectés<sup>11</sup>.

Le bilan publié dans un rapport du parquet national, le 17 juillet 2020, sur les violences institutionnelles dans le cadre de la flambée sociale depuis 9 mois est éloquent. « Entre le 18 octobre et le 31 mars, il a recensé 8 827 cas dont 1 362 étaient des plaintes de mineurs, 24 de citoyens mapuches et 32 de victimes de discrimination pour appartenance à des diversités sexuelles. En ce qui concerne le sexe, 1 635 sont des femmes, 7 183 hommes et 17 sans information. (...) Parmi les arrestations, 6 291 concernent des pressions illégitimes, 1 911 exactions contre des individus, 704 autres crimes de droit commun, 388 affaires liées à des violences sexuelles et 217 actes de torture. (...) Il y a eu 3 342 blessés par arme à feu et 413 par des blessures aux yeux<sup>12</sup> ». Le Chili est à nouveau dénoncé pour des violations des droits de l'Homme perpétrées contre sa population qui ne revendique qu'un changement de paradigme.

---

## Conclusion

L'esprit des révolutions a traversé le Chili avec l'avènement de l'Unité populaire. Cette utopie est devenue un exemple de révolution pacifique dont la brièveté et la violence de son dénouement ont alimenté l'imaginaire révolutionnaire de l'opinion publique mondiale. Son fondement révolutionnaire tient à son légalisme et son projet. Certes, nous n'avons pas abordé la révolution néolibérale et dictatoriale du général Pinochet pour nous recentrer sur les revendications sociales et populaires. Pourtant, la dictature, qui met un terme à cette expérience le 11 septembre 1973, est marquée de l'esprit révolutionnaire néolibéral.

Les « mille jours » de l'Unité populaire ont fait naître un immense espoir et ont permis à des franges de la population de s'exprimer et de prendre en main leur avenir. Les catégories populaires se sont organisées, elles ont cru en un destin qui leur était jusqu'alors impossible d'atteindre. Mais la réalité d'une lutte des classes disproportionnée et parfois incomprise a été détournée de son chemin par le pragmatisme politique d'une classe moyenne dépassée par le cours de l'Histoire. Néanmoins, l'esprit de ces luttes se réveille aujourd'hui sous d'autres formes et avec d'autres revendications. Les manifestations d'octobre 2019 ont donné une autre vision du Chili, différente de celle diffusée par la communication officielle. Néanmoins, ce dynamisme a été momentanément stoppé par la pandémie.

Mais la gestion calamiteuse de cette épidémie et les nombreuses polémiques autour du comportement du président renforcent le désaveu et la défiance de la population envers ses élites et gouvernants. Actuellement, à l'instar d'autres pays, le système néolibéral est dans une situation chaotique avec un gouvernement dépassé dont la marge de manœuvre paraît mince et, pour le moment, uniquement autoritaire.

Dans ce contexte, la victoire des partisans d'une nouvelle constitution le 25 octobre 2020, laisse entrevoir une possible issue à cette crise sociale et systémique. En ayant opté pour la voie démocratique, les Chiliens ont fait preuve d'un certain niveau de maturité démocratique mais dont la pérennisation paraît fragile, en raison du legs des trente années de léthargie politique dans laquelle les gouvernements de transition les ont plongés et d'un contexte sanitaire catastrophique qui pourrait durer.

---

## Notes

<sup>1</sup> [https://www.lemonde.fr/international/article/2019/10/26/mobilisation-historique-au-chili-contre-les-inegalites\\_6017008\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2019/10/26/mobilisation-historique-au-chili-contre-les-inegalites_6017008_3210.html)



---

<sup>2</sup> Organisation latino-américaine de solidarité.

<sup>3</sup> Ville du sud du Chili, bastion universitaire du MIR.

<sup>4</sup> L'Unité populaire comprend les partis de gauche traditionnels : PSC, PCC et Parti radical, auxquels s'ajoutent le MAPU, le Parti social démocrate et l'Action populaire indépendante.

<sup>5</sup> [https://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/chili-la-premiere-ligne-heros-ou-casseurs-des-manifestations\\_2112039.html](https://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/chili-la-premiere-ligne-heros-ou-casseurs-des-manifestations_2112039.html)

<sup>6</sup> <https://www.cetri.be/Chili-l-insurrection-venue>

<sup>7</sup> [https://www.lemonde.fr/international/article/2020/10/26/les-chiliens-ont-vote-en-masse-au-referendum-sur-la-constitution\\_6057340\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2020/10/26/les-chiliens-ont-vote-en-masse-au-referendum-sur-la-constitution_6057340_3210.html)

<sup>8</sup> <https://www.cetri.be/Chili-l-insurrection-venue>

<sup>9</sup> <https://www.cetri.be/Chili-l-insurrection-venue>

<sup>10</sup> <https://www.cetri.be/Chili-l-insurrection-venue>

<sup>11</sup> <http://www.espaces-latinos.org/archives/85122>

<sup>12</sup> <https://www.elmostrador.cl/dia/17/07/2020/ultimo-informe-de-fiscalia-827-8-son-las-victimas-de-violencia-institucional-durante-el-estallido-social/>



## BIBLIOGRAPHIE

- Altamirano, C. (1979). *Chili : les raisons d'une défaite*, Flammarion.
- Chonchol, J. (1977). *Chili : de l'échec à l'espoir*, Cerf.
- Debray, R. (1971). *Entretiens avec Allende sur la situation au Chili*, Maspéro.
- Dubet, F. (1989). *Pobladores, luttes sociales et démocratie au Chili*, L'Harmattan.
- Dupoy, G. (1983). *La chute d'Allende*, Robert Laffont.
- Forton, J. (1993). *20 ans de résistance et de lutte contre l'impunité au Chili 1973-1993*, CETIM.
- Gaudichaud, F. (2013). *Venceremos*, Syllepse.
- Gaudichaud, F. (2013). *Chili, 1970-1973, mille jours qui ébranlèrent le monde*, PUR.
- Garcès, J. (1976). *Allende et l'expérience chilienne*, PFNSP.
- Gil F. & Lagos, R. & Landsberger, H. (1977). *Chile : 1970-1973 Lecciones de una experiencia*, Tecnos, Coll. de ciencias sociales.
- Joxe, A. (1974). *Le Chili sous Allende*, Gallimard.
- Kalfon, P. (1998). *Allende Chili 1970-1973 : chroniques*, Atlantica.
- Labrousse, A. (1972). *L'expérience chilienne, réformisme ou révolution ?*, Seuil.
- *Libro Blanco del cambio en Chile* (1973). Lord Cochrane.
- Moulian, T. (2002). *Anatomía de un mito*, Lom.
- Rouquié, A. (1980). *L'État militaire en Amérique latine*, Seuil.
- Sarget, M- N. (1996). *Histoire du Chili de la conquête à nos jours*, L'Harmattan.
- Uribe, A. (1974). *Le livre noir de l'intervention américaine au Chili*, Seuil.
- *Vingtième siècle*, n° 105, (2010). *L'Amérique latine des régimes militaires*, Presses de Sciences Po.
- [https://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/chili-la-premiere-ligne-heros-ou-casseurs-des-manifestations\\_2112039.html](https://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/chili-la-premiere-ligne-heros-ou-casseurs-des-manifestations_2112039.html)
- <https://www.cetri.be/Chili-l-insurrection-venue>
- <http://www.espaces-latinos.org/archives/85122>
- [https://www.lemonde.fr/international/article/2019/10/26/mobilisation-historique-au-chili-contre-les-inegalites\\_6017008\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2019/10/26/mobilisation-historique-au-chili-contre-les-inegalites_6017008_3210.html)
- <https://www.elmostrador.cl/dia/2020/07/17/ultimo-informe-de-fiscalia-8-827-son-las-victimas-de-violencia-institucional-durante-el-estallido-social/>



## BIOGRAPHIE

Nicolas PROGNON : docteur en histoire de l'Amérique latine, chercheur associé au laboratoire « Framespa » de l'Université Jean Jaurès de Toulouse. Spécialiste de la question de l'exil chilien et de la diaspora chilienne en France, ses thèmes de recherche se sont élargis à des questions d'histoire immédiate sur l'Amérique latine comme les dictatures du Cône sud, les transitions politiques vers la démocratie et

---

la justice transitionnelle. En sus de ces thématiques, il travaillé sur la question de la mémoire et étudié la micro-histoire du vignoble du frontonnais.  
<https://framespa.univ-tlse2.fr/prognon-nicolas-54759.kjsp#/>



## **BIOGRAPHY**

Doctor of Latin American history, associate researcher at “Framespa” laboratory at Jean Jaurès University in Toulouse. A specialist on the Chilean exile issue and on the Chilean diaspora in France, my research interests have expanded to questions of immediate history in Latin America, such as the dictatorships of the Southern Cone, political transitions towards democracy and transitionnal justice. In addition to these themes, I have worked on the issue of memory and I studied the micro-history of the Frontonnais vineyard.